

90.854

Postulat Leuba
Vereinfachung
der Verwaltungsverfahren
Raccourcissement
des procédures administratives

Wortlaut des Postulates vom 5. Oktober 1990

Der Bundesrat wird eingeladen, die Rechtsmittel im Bereiche des Verwaltungsrechts zu überprüfen, damit die Verwaltungsverfahren vereinfacht und so die Erstellung von Bauten, die dem Gemeinwohl dienen, gefördert werden können. Er soll dabei insbesondere das Beschwerderecht privater Vereinigungen berücksichtigen und dem Parlament Bericht über die Ergebnisse dieser Untersuchung erstatten.

Texte du postulat du 5 octobre 1990

Pour abrégier les procédures et, partant, la réalisation d'ouvrages d'intérêt général, le Conseil fédéral est invité à examiner tout le système des voies et moyens de recours qui existent sur le plan administratif, et notamment le droit de recours accordé à des associations de droit privé, et de faire rapport au Parlement sur le résultat de son examen.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Aguet, Antille, Aubry, Auer, Béguelin, Berger, Burckhardt, Cavadini, Cevey, Cotti, Couchepin, Coutau, Darbellay, Déglise, Dietrich, Dreher, Dubois, Duret, Eggly, Eisenring, Etique, Fäh, Frey Claude, Frey Walter, Friderici, Gros, Guinand, Houmard, Jeanneret, Kohler, Loeb, Maître, Massy, Mühlemann, Paccolat, Perey, Philipona, Pidoux, Portmann, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Savary-Vaud, Scherrer, Schmidhalter, Schüle, Spoerry, Steinegger, Stucky, Theubet, Weber-Schwyz, Wyss Paul (51)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Il est de notoriété publique que, par rapport à la plupart des pays qui se rattachent au même ordre juridique, la Suisse se caractérise par une très lourde complexité et une très grande multiplication des voies de recours qui sont offertes au citoyen pour remettre en question des décisions des autorités qui sont prises, en tout cas telle est la présomption, dans l'intérêt public. La multiplication de ces voies et moyens de recours conduit souvent à la paralysie de l'activité étatique. Or, dans le monde moderne, l'efficacité de l'Etat se mesure aussi dans la rapidité avec laquelle les décisions prises régulièrement par les autorités qui en ont la compétence sont mises à exécution. Il est parfaitement normal que, dans un Etat fondé sur le droit, le citoyen ait un moyen de porter devant une autorité différente de celle qui a un intérêt à une réalisation la question de la légitimité ou l'opportunité d'une atteinte à ses droits ou à ses intérêts. Mais on a très nettement l'impression que, en Suisse, les voies de droit sont souvent abusivement utilisées pour paralyser ou en tout cas retarder des réalisations indispensables. A titre d'exemple, ne dit-on pas que la réalisation du concept de RAIL 2000, qui implique la construction de quelques rares nouveaux tronçons, sera largement retardée par les innombrables oppositions qui se sont élevées, tandis que nos voisins français construisent et mettent en fonction de nouvelles lignes TGV? N'est-il pas vrai qu'EOS cherche depuis vingt ans à réaliser une ligne 350 KW Galmiz-Verbois, alors que les procédures en cours ne sont pas encore toutes terminées? La Centrale Chaleur-Force de Lausanne-Renens n'a-t-elle pas dû être abandonnée, parce que les lois se modifiaient plus vite que les procédures d'autorisation?

Sans doute n'est-il pas facile de concilier l'octroi d'un véritable droit de recours, au sens large du terme, qui protège efficacement l'individu contre l'arbitraire éventuel de la puissance publique, avec l'accomplissement efficace des tâches de l'Etat. Mais on ne saurait non plus laisser paralyser des tâches es-

sentielles de l'Etat sous le prétexte de multiplier les protections de l'individu. Les solutions appliquées dans des Etats aussi régis par le droit pourraient donner des indications utiles sur les solutions qui devraient être envisagées.

Quoi qu'il en soit, de larges cercles de la population, jusqu'au sein du Conseil fédéral semble-t-il, estiment que l'on a atteint, en Suisse, une situation paralysante qui n'est plus supportable. Il serait intéressant, pour le Parlement, de savoir quelles expériences le Conseil fédéral a faites avec les droits d'opposition et de recours.

Au surplus, le droit de recours accordé à des organisations de droit privé qui vouent leurs soins à la défense d'intérêts immatériels et sans doute légitimes, mais unilatéraux, pose, lui aussi, des problèmes. L'autorité doit prendre en compte, naturellement, dans ses décisions, l'ensemble des éléments qui composent l'intérêt général, donc aussi ceux que prétendent défendre ces organisations de droit privé qui, elles, ne sauraient jamais soutenir et représenter la collectivité. Et c'est pourtant la collectivité tout entière qui supporte les conséquences de retards dans la réalisation de travaux d'intérêt général.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 26. November 1990

Déclaration écrite du Conseil fédéral du 26 novembre 1990

Le Conseil fédéral est prêt à soutenir le postulat.

Ueberwiesen – Transmis

90.566

Postulat Fäh
Analyse neuer Dienstpflichtformen
Service au pays.
Recherche de nouvelles formules

Wortlaut des Postulates vom 18. Juni 1990

Der Bundesrat wird gebeten, das Resultat seiner Analyse über die verschiedenen Dienstpflichtformen dem Parlament zeitgerecht (d. h. in Koordination mit dem übrigen Reformzeitplan) zur Kenntnis zu bringen.

Texte du postulat du 18 juin 1990

Le Conseil fédéral est invité à faire connaître au Parlement les conclusions de son étude sur les différentes formules de service national, et ce dans des délais compatibles avec le reste du calendrier des réformes.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Allenspach, Blatter, Eggenberg-Thun, Hänggi, Hari, Jeanneret, Loretan, Paccolat, Steffen, Weber-Schwyz, Widmer, Wyss Paul, Zölch (13)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Zurzeit stehen folgende Varianten bezüglich neuer Dienstpflichtformen im Raum:

- Postulat Rebeaud «Nationaler Dienst zugunsten der Öffentlichkeit» (27.11.89) (Bundesrat beantragt Ablehnung)
- Motion Fäh «Zivilschutz: Ausweitung der Zuweisungsmöglichkeiten» (29.11.89) (als Postulat überwiesen)
- Motion Blocher «Einführung einer Gesamtverteidigungsdienstpflicht» (19.3.90)
- Motion Hänggi «Gemeinschaftsdienst – statt nur Zivilschutz» (7.6.90)
- Vorschlag der Arbeitsgruppe Napf zur Einführung eines Gemeinschaftsdienstes mit Priorität für Militärdienst.
- Beschluss der CVP Schweiz zur Lancierung einer Volksinitiative «Zivildienst, gestützt auf Tatbeweis»

g. Ideen aus den Kreisen ausserdienstlicher Organisationen in Richtung Gesamtverteidigungsdienstpflicht.

Auf den ersten Blick wirken etliche dieser Vorschläge plausibel. Bei näherem Hinsehen aber merkt man, dass eine Reihe von nicht lösbaren Detailproblemen damit verbunden sind. Um entscheiden zu können, bedarf es einer eingehenden Analyse, welche alle Vor- und Nachteile der einzelnen Modelle sowie die damit verbundenen Probleme aufzeigt.

Die Diskussion über neue Dienstpflichtformen dürfte bereits im Rahmen der Beratungen über den Bericht über die Sicherheitspolitik beginnen. Sie dürfte im Rahmen der Diskussionen über die Leitbilder «Armee 95» und «Zivilschutz 95» mit Schwergewicht stattfinden. Schliesslich dürften die Modellideen die Beratung der Gesetzesrevisionen beeinflussen.

Zwischen den Anträgen und Ideen bezüglich neue Dienstpflichtformen und den bereits eingeleiteten Reformen besteht ein Zusammenhang. Pflichten interessieren den Bürger stärker als Konzepte. Deshalb scheint es mir unumgänglich, wenn die zeitliche und inhaltliche Relation zwischen den bereits begonnen Projekten und den Dienstpflichtformvorschlägen klar aufgezeigt wird.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 21. November 1990

Déclaration écrite du Conseil fédéral du 21 novembre 1990

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat anzunehmen.

Ueberwiesen – Transmis

90.730

Postulat Lanz

Keine EK für Landsturmtruppen ab 1991, dafür Erhöhung der «Investitionskredite in der Landwirtschaft»

Suppression en 1991 des Ccplm du Landsturm et, parallèlement, augmentation des crédits d'investissements à l'agriculture

Wortlaut des Postulates vom 26. September 1990

Der Bundesrat wird gebeten, ab 1991 – bis zum Abschluss der Armeereform 95 – die Landsturmtruppen nicht mehr zu Ergänzungskursen (Übungen, Aus- und Weiterbildung) aufzubieten und die diesbezüglichen Budgetposten beim EMD zu kürzen.

Vorbehalt bleibt der Einsatz nach Naturkatastrophen. Der freiwerdende Budgetbetrag ist für die Erhöhung der «Investitionskredite in der Landwirtschaft» zu verwenden.

Texte du postulat du 26 septembre 1990

Le Conseil fédéral est invité, dès 1991 et jusqu'à la conclusion de la réforme de l'armée 95, à ne plus convoquer le Landsturm à des cours de complément (exercices, formation et perfectionnement) et à réduire les postes correspondants du budget du DMF.

L'intervention en cas de catastrophe naturelle est réservée. Les montants ainsi libérés seront affectés à l'augmentation des crédits d'investissements à l'agriculture.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Keine – Aucun

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Der Urheber verzichtet auf eine Begründung und wünscht eine schriftliche Antwort.

Schriftliche Erklärung des Bundesrates vom 14. November 1990

Déclaration écrite du Conseil fédéral du 14 novembre 1990

Der Bundesrat ist bereit, das Postulat anzunehmen.

Ueberwiesen – Transmis

90.801

Postulat Kühne

Sistierung von Landsturmkursen

Suppression des cours du Landsturm

Wortlaut des Postulates vom 3. Oktober 1990

Der Bundesrat wird ersucht, im Hinblick auf den im Rahmen der Armeereform 95 vorgesehenen Wegfall des Landsturms bereits ab 1. Januar 1991 auf die Einberufung von Formationen des Landsturms zu Landsturmkursen zu verzichten.

Texte du postulat du 3 octobre 1990

Etant donné qu'il est prévu de supprimer le Landsturm dans le cadre de la réforme de l'armée de 1995, le Conseil fédéral est invité à renoncer à convoquer les formations de landsturm à des cours, dès le 1er janvier 1991.

Mitunterzeichner – Cosignataires: Baggi, Bircher Silvio, Blatter, Bühler, Bürgi, Columberg, Cotti, Darbellay, David, Déglise, Dietrich, Dormann, Eisenring, Engler, Fischer-Sursee, Fischer-Seengen, Giger, Grassi, Hess Peter, Hildbrand, Iten, Jung, Keller, Maitre, Massy, Müller-Wiliberg, Neuenschwander, Nussbaumer, Portmann, Reimann Maximilian, Ruckstuhl, Rüttimann, Rychen, Schmidhalter, Schnider, Schwab, Segmüller, Seiler Rolf, Spälti, Stappung, Theubet, Tschuppert, Wanner, Weber-Schwyz, Wellauer, Widrig, Wyss Paul, Wyss William, Züger, Zwingli (50)

Schriftliche Begründung – Développement par écrit

Im Rahmen der vom Bundesrat angekündigten Armeereform 95 soll der Truppenbestand um rund 200 000 Mann gesenkt werden. Dies wird unter anderem mit einer Herabsetzung der Dauer der Wehrpflicht und der Aufhebung der Landsturmformationen auf den 1. Januar 1995 erreicht. Angesichts dieser Tatsache und der aktuellen Sicherheitslage forderte die CVP der Schweiz bereits im April dieses Jahres in ihrem Thesenpapier «Auf dem Weg zu einer zeitgemässen Armee», es sei auf die Durchführung von Landsturmkursen ab 1. Januar 1991 zu verzichten.

Die Einberufung von Angehörigen des Landsturms, deren baldige Entlassung aus der Wehrpflicht feststeht, zu Ausbildungskursen lässt sich gegenüber den Betroffenen nicht länger rechtfertigen. Die sicherheitspolitische Lage erlaubt die Sistierung von Landsturmkursen. Wenn infolge einer Lageänderung ein Rückgriff auf Landsturmformationen notwendig würde, stünde genügend Zeit für deren Ausbildung zur Verfügung. Für Spezialformationen, deren Funktion nicht ohne weiteres durch andere Truppenkörper wahrgenommen werden kann (z. B. im Mobilmachungsbereich), wäre eine Verkürzung der Einberufungsdauer zu prüfen. Unter dem sicherheitspolitischen Aspekt gilt es auch zu berücksichtigen, dass jährlich nur eine relativ kleine Anzahl Landsturmpflichtiger zur Dienstleistung aufgeboden wird. Trotzdem bringt die Sistierung von Landsturmkursen offensichtliche Vorteile für Bund (Einsparungen, Schonung der Infrastruktur) und Privatwirtschaft.

Mit der Sistierung von Landsturmkursen wird signalisiert, dass Bundesrat und Parlament gewillt sind, die Armeereform 95 rasch und zielstrebig durchzuführen.

Postulat Fäh Analyse neuer Dienstpflichtformen

Postulat Fäh Service au pays. Recherche de nouvelles formules

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1990
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	15
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	90.566
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.12.1990 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2436-2437
Page	
Pagina	
Ref. No	20 019 349

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.